

Avec l'annonce du nouveau gouvernement marocain, le PJD devient le premier parti islamiste à gouverner la plus ancienne monarchie du monde arabe.

Après plusieurs jours d'incertitude, le Maroc dispose enfin d'un nouveau gouvernement.

Les négociations entre les dirigeants des différents partis, le Premier ministre Abdelilah Benkirane et le Palais se sont achevées le mardi 3 janvier avec l'annonce par le Roi Mohammed VI d'un nouveau gouvernement fort de trente membres.

Outre le chef du gouvernement, le Parti pour la justice et le développement compte onze ministres, parmi lesquels la seule femme de cette nouvelle équipe, Bassima Hakkaoui, qui prend le portefeuille de la Solidarité, de la Condition féminine, de la Famille et du Développement social. Le parti a dû faire quelques concessions pour empêcher la rupture des tractations ; c'est ainsi que le poste clé de ministre des Finances a été attribué à l'ancien parti au pouvoir Istiqlal.

L'ancien secrétaire général du PJD Saad-Eddine El Othmani prend la direction des Affaires étrangères. Cette nomination est vue par beaucoup comme une victoire pour le nouveau parti au pouvoir, dans la mesure où ce poste de "ministère souverain" relevait historiquement de la juridiction du Palais.

Le parti islamiste s'est également vu attribuer les postes de porte-parole du gouvernement et des ministres de la Justice, des Affaires générales et de la Gouvernance, de l'Enseignement supérieur, des Relations avec le parlement et la Société civile, de la Communication, et de l'Équipement et des Transports.

Istiqlal, qui souhaitait obtenir le ministère des Transports, a dû se contenter des Finances, de l'Éducation nationale, de l'Énergie, de l'Artisanat, et du bureau de la Primature consacré aux affaires des expatriés.

Le Mouvement populaire compte dans ses rangs le ministre de l'Intérieur (Mohand Laenser), ainsi que les ministres



tres de la Jeunesse et des Sports, du Tourisme, et du Service public et de la Modernisation.

Le Parti pour le progrès et le socialisme apparaît proportionnellement comme le grand vainqueur de cette composition gouvernementale, ayant obtenu quatre portefeuilles avec seulement 18 députés : Logement, Santé, Culture, et Travail et Formation professionnelle.

Le Palais a, pour sa part, procédé à quatre nominations ministérielles souveraines. Trois de ces ministres conservent leur poste : Ahmed Taoufik, au ministère des Habous et des Affaires islamiques, Driss Dahak, au secrétariat général du gouvernement, et Abdellatif Loudiyi, au ministère délégué auprès du chef de gouvernement chargé de l'Administration de la défense nationale.

Le Palais a également désigné Charki Draiss au poste de ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur, et Youssef Amrani, à la fonction de ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération.

Enfin, Aziz Akhannouch a provoqué un certain émoi en démissionnant du Rassemblement national des indépendants et en conservant son poste de ministre de l'Agriculture et de la Pêche maritime.

A l'issue de la cérémonie officielle d'investiture, Abdelilah

Benkirane a émis quelques remarques sur l'avenir de la réforme gouvernementale.

"Tout gouvernement a besoin du soutien de la population", a-t-il déclaré. "L'heure est à l'action. Nous allons œuvrer à renforcer les partenariats actuels et à développer de nouveaux partenariats afin de renforcer la position du Maroc dans son environnement maghrébin, arabe, africain et international."

Il a également indiqué aux journalistes que l'investissement au Maroc a besoin de davantage de transparence, de confiance et d'attractivité, car il est la clé de voûte de l'économie nationale.

Pour le politologue Mohamed Najimi, la victoire du PJD n'est pas totale, et la délimitation des pouvoirs au Maroc pourrait s'avérer plus claire que jamais. Benkirane, a-t-il expliqué, avait parlé auparavant de la nomination par le souverain du seul ministre des Affaires islamiques, alors que le Palais a en réalité nommé plusieurs

ministres au sein de l'équipe gouvernementale présentée mardi.

"Certes, les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères ont été accordés à des responsables politiques, mais à leur côté, on a nommé des ministres délégués relevant du rang du Palais. Les deux ministres du PJD et du Mouvement populaire sont appelés à démontrer ce dont ils sont capables pour casser cette image de départements échappant aux mains du gouvernement", a-t-il indiqué.

Enfin, Najimi a déploré l'apparente marginalisation des femmes dans ce nouveau gouvernement, soulignant que le premier gouvernement d'Abbas El Fassi en 2007 comptait sept femmes dans ses rangs, contre seulement une aujourd'hui.

*Par Siham Ali
pour Magharebia.com*

